

## **Procès verbal**

Le vendredi 21 novembre 2025 à 21 heures 00, l'assemblée, régulièrement convoquée le 17 novembre 2025, s'est réunie sous la présidence de Monsieur Olivier MAURIN.

Secrétaire de la séance : Madame Fabienne BOBONE

**Présents** : Monsieur Olivier MAURIN, Madame Fabienne BOBONE, Monsieur Didier BRUNEL, Madame Karine CHAZALETTE, Monsieur Rémi MAURIN, Monsieur Gilles PAULET, Monsieur Raphaël RIEU

**Représentés** : Monsieur Michel ESCRIBA représenté par Monsieur Olivier MAURIN, Monsieur Michel RIEU représenté par Monsieur Didier BRUNEL

**Absents et excusés** : Madame Véronique LAHEU, Monsieur Emmanuel RANC

### **Ordre du jour :**

1. Approbation du procès-verbal du Conseil municipal du 17 octobre 2025
2. DM n° 1 au budget Eau
3. Subvention au Collège pour voyage à Londres
4. Attribution du classement de la Garde-Guérin aux Plus Beaux Villages de France
5. Réactualisation du devis de la toiture de l'école
6. Renouvellement des CDD
7. Opération rénovation des illuminations de la Garde-Guérin
8. Questions diverses
  - a. Convention de participation prévoyance au 01 01 2026

*En début de séance, Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de rajouter à l'ordre du jour les délibérations suivantes :*

- A. Reprise de l'épicerie et du camping*
- B. Devis ATTISOIR*
- C. Demande d'application du régime forestier pour la parcelle C 260*

### **Délibérations du conseil :**

Demande d'application du régime forestier pour la parcelle C 260 Section Les Baumes et Fustugères (N° DE\_093\_2025)

Par délibération n° 082 2025 du 17/10/2025, le conseil Municipal de la commune de XXX a décidé de faire relever du régime forestier la (les) parcelle(s) sectionale(s) du village de Les Baumes Fustugères en nature de bois.

Monsieur le Maire présente au Conseil municipal le projet de demande d'application du Régime Forestier sur les parcelles énumérées dans le tableau suivant, situées sur le territoire communal de Prévenchères et propriété de la Section Les Baumes Fustugères :

Commune de situation	Section	N° parcelle	Lieu-dit	Contenance		
				ha	a	ca
Prévenchères	C	260	Les Baumes Fustugères	2	45	9
<b>TOTAL</b>				2	45	9

Cette opération est souhaitée dans le but de : **faire bénéficier la parcelle d'une protection renforcée et d'un régime de gestion garantissant sa mise en valeur, notamment grâce à des démarches concertées entre la Commune, l'ONF, la DDT et la Préfecture.**

Le Conseil municipal accepte le projet et demande à Monsieur le Maire de le présenter à l'Office National des Forêts, service instructeur du dossier, en vue de la prise d'un arrêté pour **application du Régime Forestier**, conformément aux dispositions du Code Forestier.

Monsieur le Maire précise que cette soumission au régime forestier n'entraîne pas de changement d'usage de ces parcelles.

Le Conseil municipal demande à Monsieur le Préfet de statuer, par arrêté préfectoral motivé.

Délibération : adoptée

Approbation du procès-verbal du Conseil municipal du 17 octobre 2025 (N° DE\_083\_2025)

Vu le procès-verbal du débat du Conseil municipal du 17 octobre 2025 tel qu'annexé à la présente délibération ;

Monsieur le Maire dépose devant l'assemblée le procès-verbal.

Il rappelle que les observations éventuelles formulées ce jour et approuvées par le Conseil municipal seront notées dans le PV d'aujourd'hui et ajoutées au PV présenté en annexe.

Les membres du Conseil municipal :

- approuvent le PV du débat du 17 octobre 2025 tel qu'annexé à la présente délibération, en y incluant les éventuelles modifications proposées ;
- précisent que les éventuelles modifications seront portées directement sur le procès-verbal final, qui sera intégré au registre des délibérations et publié sur le site Internet de la commune.

Délibération : adoptée

Rénovation énergétique des bâtiments communaux : École, logements, salle polyvalente - Actualisation du plan de financement (N° DE\_087\_2025)

Monsieur Le Maire rappelle au Conseil municipal la volonté de procéder aux travaux de rénovation énergétique du parc immobilier de la Commune.

Un bureau d'études a été mandaté afin de réaliser un diagnostic de performance énergétique (DPE) et de réaliser les préconisations nécessaires à la performance énergétique de ces locaux. Suite au rendu du DPE, il apparaît nécessaire de procéder à l'isolation de la toiture du bâtiment accueillant l'école ainsi qu'un logement mais aussi au changement des huisseries de la salle polyvalente et du logement de la mairie, ainsi qu'au remplacement des menuiseries d'un logement communal situé à la Garde Guérin. Sur cette base, des devis ont été sollicités pour réaliser lesdits travaux.

Au titre de la campagne DSIL 2024 ce projet n'a pas été instruit. Une subvention au titre du Fond vert 2024 a cependant été obtenue. Le 11 août 2025, nous avons reçu la notation de la subvention DSIL.

Afin d'entamer cette opération, Monsieur le Maire a dû relancer les fournisseurs et s'est assuré que les devis étaient toujours valides, même si le retard vient des fournisseurs.

Aucun changement n'est donc intervenu sur les prix énoncés et le plan de financement actualisé est présenté au Conseil :

Nature des dépenses	Montant HT	Recettes	Montant HT	Taux %
<b>Travaux</b>		<b>Aides publiques</b>		
Huisseries – Logement mairie + salle polyvalente	33 149 €	• Etat DSIL	48 175 €	40 %

Isolation – École + logement école	71 098 €	• Etat Fond V e r t (acquise)	29 062 €	24 %
Menuiseries logement communal Garde Guérin	13 063 €			
Imprévus (3%)	3 128 €	Autofinancement :	43 201 €	36 %
<b>TOTAL HT</b>	<b>120 438 €</b>	<b>TOTAL HT</b>	<b>120 438 €</b>	

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **APPROUVE** la mise en œuvre de l'opération désignée ci-dessus et valide le plan de financement
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à la passation des marchés dans la limite de **120 500 € HT**
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à solliciter des subventions et/ou à demander le versement d'acomptes.

Délibération : adoptée

#### Devis ATTISOIR (N° DE\_092\_2025)

Monsieur le Maire présente 3 devis avec photos annexes de la Société ATTISOIR.

Le devis DEV-2025-00088 concerne 2 panneaux d'indication à l'entrée du village, double face pour un montant de 1 590.00 €.

Le devis DEV-2025-00095 concerne un élément décoratif qui sera placé à l'endroit de l'ancien Monument aux Morts pour un montant de 10 950.00 €.

Enfin, le devis DEV-2025-00096 concerne une habitation légère pour le camping pour un montant de 69 600.00 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil décide :

- d'autoriser Monsieur le Maire à accepter et viser le devis DEV-2025-00088 et à signer tout document permettant la réalisation des travaux.
- Pour les 2 autres devis, DEV-2025-00095 et DEV-2025-00096, les membres du Conseil municipal souhaitent étudier de nouvelles propositions avant de prendre une décision.
- autorise Monsieur le Maire à rechercher des subventions afin d'aménager et rendre attractif le

camping municipal.

Délibération : adoptée

Attribution d'une aide exceptionnelle en faveur du Collège de Villefort - Voyage à Londres (N° DE\_085\_2025)

Monsieur Le Maire informe le Conseil Municipal qu'il a reçu un courrier de la Gestionnaire du Collège de Villefort concernant une demande de subvention pour le voyage scolaire prévu à Londres.

Après avoir fait lecture du courrier,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents et représentés :

- répond favorablement à cette demande,
- décide une aide exceptionnelle de 250 Euros,
- charge Monsieur Le Maire d'émettre un mandat en faveur du Collège de Villefort du montant affecté.

Délibération : adoptée

DM n° 1 Budget de l'Eau (N° DE\_084\_2025)

Monsieur le Maire expose au Conseil que deux factures ont été rejetées pour mauvaise imputation comptable :

**ARFANG** : achat de la tablette pour la relève des index, mandatée au compte 2315 (installations, outillage et matériel technique) au lieu du 2183 (matériel de bureau et matériel informatique) pour un montant de 334.90 €

**ITRON** : logiciel de dématérialisation de la relève des index, mandatée au compte 2315 au lieu du 2051 (concessions et droits assimilés) pour un montant de 5 460.00 €

Or ces dépenses avaient été prévues au budget au compte 2315.

Monsieur le Maire propose donc de réduire le compte 2315 du montant des 2 factures et d'approvisionner les nouveaux comptes d'imputation, afin de permettre le mandatement de ces deux factures, sans modification aucune du montant des dépenses d'investissement.

La présente délibération modificative peut être ainsi résumée :

DECISIONS MODIFICATIVES : BALANCE							
Dépenses de fonctionnement				Recettes de fonctionnement			
<b>Total Dépenses</b>			<b>0,00</b>	<b>Total Recettes</b>			<b>0,00</b>

Dépenses d'investissement				Recettes d'investissement			
14/11/2025	2183-64	Matériel de bureau et informatique	500,00				
14/11/2025	2051-64	Concessions et droits assimilés	5 460,00				
14/11/2025	2315-64	Installat°, matériel et outillage techni	-5 960,00				
<b>Total Dépenses</b>			<b>0,00</b>	<b>Total Recettes</b>			<b>0,00</b>

Le Conseil municipal approuve la présente décision modificative n° 1 qui sera inscrite au budget de l'Eau & Assainissement 2025.

Délibération : adoptée

#### Création d'un emploi permanent d'Adjoint technique cantine ménage (N° DE\_089\_2025)

Conformément à l'article L 313-1 du Code général de la fonction publique les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de celle-ci. Il appartient au Conseil municipal de créer un emploi permanent.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal **DÉCIDE**

- **De créer un emploi permanent d'Adjoint technique territorial pour les fonctions de responsable de la cantine et du ménage des bâtiments communaux , pour une durée hebdomadaire annualisée de 12.50 h, le recrutement est ouvert aux fonctionnaires et à défaut aux agents contractuels en vertu des articles L332-8 du code général de la fonction publique.**

SI CONTRACTUEL : La rémunération de l'agent contractuel sera calculée en fonction de sa qualification et de son expérience professionnelle et par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

- **Le Conseil municipal autorise le Maire à recruter pour répondre aux besoins permanents de la Commune.**
- **Les dépenses afférentes à ce recrutement sont inscrites au budget**

Délibération : adoptée

Attribution du classement de la Garde-Guérin aux PBVF (N° DE\_086\_2025)

Monsieur le Maire annonce au Conseil municipal que suite à la réexpertise de la Garde-Guérin, le village bénéficie de nouveau de la marque "Les Plus Beau Villages de France".

À cet effet, il présente le courrier d'accompagnement, les recommandations, la charte qualité patrimoniale et environnementale.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- déclare avoir pris connaissance des statuts du réseau, de la charte qualité, patrimoniale et environnementale, et du courrier d'accompagnement daté du 4 novembre 2025
- déclare autoriser Monsieur le Maire à signer l'adhésion à ladite charte
- s'engage, sous peine de déclassement et de radiation du réseau selon les dispositions de l'article 4 de la Charte à en appliquer toutes les dispositions.

Délibération : adoptée

Convention rénovation Illuminations de la Garde Guérin (N° DE\_090\_2025)

M. le Maire rappelle aux membres du Conseil municipal que le Syndicat Départemental d'Énergie et d'Équipement de la Lozère (SDEE) dispose de moyens humains et matériels permettant d'assurer la maintenance et l'entretien des réseaux d'éclairage public.

Les statuts du syndicat l'autorisent par ailleurs à intervenir à leur demande pour l'ensemble des maîtres d'ouvrages publics et privés pour des prestations de services ou travaux en matière d'éclairage public, signalisation lumineuse et infrastructures de distribution d'énergies.

La commune, qui assure la gestion de son réseau et de ses équipements d'éclairage public, a un intérêt à confier au syndicat l'entretien de ses équipements afin de bénéficier des solutions de mutualisation qu'il propose.

Par délibération en date du 15 novembre 2018, le SDEE a adopté son règlement de service en matière d'éclairage public afin de préciser, au travers de contrats conclus avec les collectivités, ses conditions d'intervention dans ce domaine.

Monsieur le Maire soumet à délibération le devis ci-joint ainsi que le plan de financement détaillé ci-dessous pour la rénovation des illuminations de la Garde Guérin :



Coût estimatif de l'opération				
Nature des dépenses les montants indiqués (sans arrondi) doivent être justifiés	Nom du prestataire	Montant (HT)	dont montant accessibilité (catégorie 2/B)	dont montant rénovation énergétique (catégorie 2/C)
Maîtrise d'œuvre			A proratiser le cas échéant	
Études complémentaires / frais annexes			A proratiser le cas échéant	
Sous-total MOE/Études		0,00 €	0,00 €	0,00 €
Travaux ou acquisitions (catégorie A/2 et A/3)			A détailler le cas échéant	
Remplacement projecteurs encastrés	SDEE de la Lozère	46 463,78 €		
Sous-total travaux ou acquisitions		46 463,78 €	0,00 €	0,00 €
COÛT TOTAL PRÉVISIONNEL (HT)		46 463,78 €	0,00 €	0,00 €
Ressources prévisionnelles de l'opération				
Financements	à préciser le cas échéant	sollicité ou acquis	Montant (HT)	Taux
Fonds européens	LEADER	à solliciter		0,00%
DETR		acquis	18 585,51 €	40,00%
DSIL				0,00%
FNADT				0,00%
Autres aide Etat				0,00%
Conseil régional				0,00%
Conseil départemental				0,00%
EPCI		?????		0,00%
Autre collectivité				0,00%
à préciser	SDEE		13 939,13 €	30,00%
Sous-total aides publiques		Taux de financement public		32 524,64 €
Autres aides non publiques				70,00%
à préciser				
Sous-total autres aides non publiques			0,00 €	
Part de la collectivité	Fonds propres		13 939,14 €	
	Emprunt			
	Crédit bail ou autres			
	Recettes générées par le projet			
	Participation du maître d'ouvrage		13 939,14 €	30,00%
TOTAL RESSOURCES PRÉVISIONNELLES (HT)			46 463,78 €	

### Le Conseil municipal, après en avoir délibéré

- approuve le devis ci-annexé, confiant au SDEE la réalisation de prestations et travaux d'éclairage public nécessaires à l'opération
- autorise le Maire à solliciter des subventions et/ou des demandes d'acomptes
- autorise le Maire à signer l'ensemble des pièces nécessaires à sa bonne exécution.

Délibération : adoptée



## Portant création d'emplois non permanents (N° DE\_088\_2025)

Monsieur Le Maire rappelle que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant conformément à l'article L313-1 du code général de la fonction publique. Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au bon fonctionnement des services.

Considérant que les besoins de la collectivité peuvent justifier le recrutement temporaire d'agents contractuels sur des emplois non permanents :

- en cas d'accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois, compte tenu, le cas échéant, du renouvellement du contrat, pendant une même période de dix-huit mois consécutifs,
- en cas d'accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois, compte tenu, le cas échéant, du renouvellement du contrat, pendant une même période de douze mois consécutifs.

Monsieur Le Maire propose au Conseil municipal de l'autoriser à recruter des agents contractuels de droit public pour faire face à des besoins liés à un accroissement temporaire d'activité pour une période de 12 mois maximum (pendant une même période de 18 mois) et pour faire face à des besoins liés à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée de 6 mois maximum (pendant une même période de 12 mois) en application de l'article L332-23 du code général de la fonction publique.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents et représentés :

### **décide de :**

- 1- Considérant que la stagiairisation de l'agent territorial polyvalent ne peut intervenir avant une période de 45 jours au moins de déclaration de vacance d'emploi, que par conséquent, celle-ci ne pourra être effective qu'à compter du 1er février 2026,

**Créer un emploi non permanent pour un accroissement temporaire d'activité** pour occuper les missions suivantes :

- Entretien de la voirie et des espaces publics (fauchage, débroussaillage, désherbage, arrosage ...)
- Entretien et surveillance des réseaux d'eau potable
- Relevé des compteurs d'eau
- Entretien des bâtiments communaux, du matériel et des espaces verts
- Aide lors des manifestations et événements ponctuels (balisage, transport et pose de barrières, nettoyage ...)
- Travaux de réfection de voirie (implantation des éléments de sécurité ou signalisation ...)
- Divers travaux de maçonnerie et de peinture
- Renseigner les travaux exécutés et rendre compte

**de catégorie C, rémunéré par référence à l'indice majoré 366, à raison de 35 heures hebdomadaires, à compter du 1er janvier 2026 jusqu'au 31 janvier 2026.**

- 2- La disponibilité de l'ATSEM prenant fin au 28/02/2026, et l'agent la remplaçant n'ayant pas obtenu les documents nécessaires à sa stagiairisation,

**Renouveler le CDD pour le reste de l'année scolaire, soit jusqu'au 31/08/2026. Sachant que la déclaration de vacance d'emploi a déjà été enregistrée en juillet dernier, la stagiairisation de l'agent en poste pourra débuter au 01/09/2026.**

**Cet emploi appartient à la catégorie C, rémunéré par référence à l'indice majoré 366, à raison**

**de 35 heures hebdomadaires, à compter du 01/01/2026 au 31/08/2026.**

- 3- Le poste de l'agent technique gérant la cantine et le ménage des bâtiments communaux n'ayant pas été créé en permanent depuis l'émergence du besoin, il conviendrait dans un premier temps de créer un emploi permanent (emploi qui pourra être supprimé s'il n'avait plus lieu d'être), puis de le pourvoir par un agent contractuel au titre de l'article L. 332-8, 3e du Code général de la Fonction publique, c'est-à-dire un CDD sur un emploi permanent d'une commune de moins de 1 000 habitants.

Le CDD de l'agent en poste pourra ainsi être renouvelé à compter du 1er janvier 2026 jusqu'à la fin de l'année scolaire.

**Cet emploi appartient à la catégorie C, rémunéré par référence à l'indice majoré 366, à raison de 12.50 heures hebdomadaires, à compter du 01/01/2026 au 31/08/2026.**

Monsieur Le Maire sera chargé de la constatation des besoins concernés ainsi que des niveaux de recrutement et de rémunération des contractuels selon la nature des fonctions et de leur profil.

- **d'inscrire** les crédits prévus à cet effet au budget.

Délibération : adoptée

#### Reprise de l'épicerie et du camping (N° DE\_091\_2025)

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil municipal qu'un repreneur souhaite racheter le fonds de commerce de l'épicerie. Il reprendra la suite bien évidemment de la gestion du camping ainsi que la convention tabac.

Afin que ces transactions prennent effet, il conviendra que Monsieur le Maire vise divers documents.

Aussi, après délibération, les membres du Conseil municipal

- autorisent Monsieur le Maire à signer la prorogation des baux actuels avec le repreneur, et à viser tout document concernant la reprise de l'activité de l'épicerie, du camping ainsi que la convention tabac.

Délibération : adoptée

Création d'un emploi permanent d'Adjoint technique polyvalent (N° DE\_094\_2025)

Conformément à l'article L 313-1 du Code général de la fonction publique les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de celle-ci. Il appartient au Conseil municipal de créer un emploi permanent.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal **DÉCIDE**

- **De créer un emploi permanent d'Adjoint technique territorial polyvalent pour les fonctions d'entretien de voirie, des bâtiments communaux, espaces verts, des réseaux d'eau potable à temps complet. Le recrutement est ouvert aux fonctionnaires et à défaut aux agents contractuels en vertu des articles L332-8 du code général de la fonction publique.**

SI CONTRACTUEL : La rémunération de l'agent contractuel sera calculée en fonction de sa qualification et de son expérience professionnelle et par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

- **Le Conseil municipal autorise le Maire à recruter pour répondre aux besoins permanents de la Commune.**
- **Les dépenses afférentes à ce recrutement sont inscrites au budget**

Délibération : adoptée

Monsieur Olivier MAURIN  
Président de séance



Madame Fabienne BOBONE  
Secrétaire de séance

A stylized signature in black ink, consisting of several loops and a horizontal line at the end.

